

### FAITS SAILLANTS (9 avr. 2020)

- Plus de 20 000 nouveaux déplacés vers Diamerom et Toboro suite à l'attaque de Boma du 23 mars 2020
- Une relocalisation en phase de planification pour les déplacés de Diamerom
- Des besoins résiduels persistants pour 27 000 PDI dans un contexte aggravé par le COVID-19
- COVID-19 : Plus d'un millier d'étudiants tchadiens bloqués à la frontière camerounaise



Les personnes en situation de déplacement peuvent accéder difficilement aux services sociaux de base. Crédit photo: OCHA/Federica Gabellini

### CHIFFRES CLÉS

**5,3M**

People in need

**3M**

People targeted

**448K**

Refugees

**171K**

IDPs

**117K**

Returnees

**690K**

Host population in need

### FINANCEMENT (2020)

**\$545.3M**

Requis

**\$44.2M**

Reçu



**8%**

Progrès

FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/907/summary>

### CONTACTS

**Federica GABELLINI**

Public Information Officer

[gabellini@un.org](mailto:gabellini@un.org)

**Augustin ZUSANNE**

Analyste à l'Information Publique

[zusanne@un.org](mailto:zusanne@un.org)

**Emmanuelle SCHNEIDER**

Desk Officer

[schneider1@un.org](mailto:schneider1@un.org)

### RÉPONSE D'URGENCE (9 avr. 2020)

#### Situation humanitaire des nouveaux déplacés de Diamerom dans la Province du Lac

##### Aperçu de la situation

Suite à l'attaque d'un groupe armé non étatique contre une garnison militaire à Boma le 23 mars ayant fait 98 morts et 47 blessés, Président Idriss Déby Itno a décrété comme « zones de guerre » les départements de Foulï et Kaya dans la province du Lac le 26 mars. Le même jour le Conseil des ministres a décrété l'état d'urgence dans les deux départements à compter du 27 mars au 16 avril 2020. Depuis que le gouvernement a déclaré les deux départements zone d'opérations militaires, les villageois ont commencé à se déplacer vers l'intérieur du pays. Plus de 20 000 personnes se trouvent aujourd'hui en situation de déplacement dans 11 sites dispersés autour de Diamerom et Toboro, situés à 50 km de Liwa.

Des évaluations récemment effectuées par les partenaires humanitaires révèlent que ces déplacés éprouvent des besoins multisectoriels, ils sont sans abri confrontés aux intempéries, avec un faible accès à l'eau (trois forages disponibles dans la zone) et aux soins de santé primaire (l'appui en santé de l'ONG ALIMA/AS étant suspendu à la suite des opérations militaires). La situation nutritionnelle dans la zone est préoccupante avec une prévalence de 10% de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 20% de malnutrition aiguë modérée (MAM), basé sur un screening rapide réalisé par l'équipe du district de Liwa comprenant MCD, IRC, BCI et ALIMA/AS.

Le PAM a commencé le 6 avril la distribution des vivres pour une ration de deux mois sur la base des listes d'enregistrement établies par son partenaire national BCI. L'assistance en eau potable, en abri d'urgence et en articles ménagers essentiels reste indispensable pour répondre aux besoins urgents identifiés dans cette zone.

Une mission humanitaire composée du PAM, de l'IRC, du HCR, d'ACF, du UNFPA, d'APSELPA, de HELP TCHAD, de l'UNDSS et d'OCHA a rencontré les autorités départementales de Fouli à Liwa le 6 avril pour échanger sur la situation humanitaire des personnes récemment déplacées, de l'accès humanitaire et des priorités des autorités en matière de protection et d'assistance aux déplacés.

### Situation humanitaire et d'accès à Diamerom

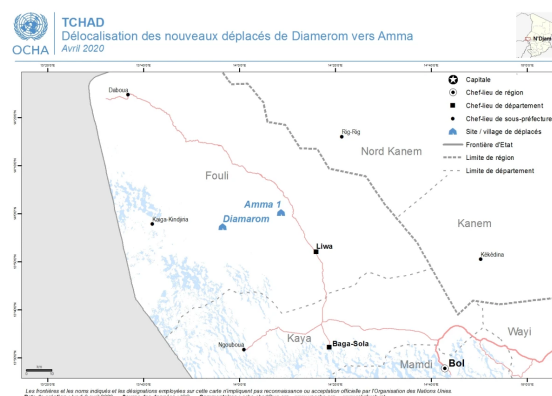
Lors de la rencontre du 6 avril à Liwa, le préfet du département de Fouli a communiqué à la mission des partenaires humanitaires sa décision de relocaliser les 20 000 personnes déplacées internes (PDI) venus de la zone insulaire vers Amma, à 20 km de Liwa. Cette décision est justifiée par des impératifs sécuritaires et d'accès humanitaire du fait que Diamerom est situé dans une zone opérationnelle, et afin de prévenir des éventuelles infiltrations et attaques isolées de groupes armés.

La mission humanitaire estime que le site de Amma est viable pour accueillir 20 000 PDI. Actuellement, le site est habité par 2 000 déplacés du même groupe ethnique (Boudouma) que les personnes récemment déplacées, ce qui faciliterait la cohabitation pacifique. Ce site a besoin d'être renforcé en termes de capacité en eau potable (quatre forages sur neuf étant en panne) et de prise en charge sanitaire, les centres de santé les plus proches sont situés à 20km (Liwa) et 25 km (Kiskra). Le marché a lieu une fois par semaine et l'espace cultivable pendant la saison des pluies est disponible. Aucun incident sécuritaire n'a été rapporté dans cette zone depuis 2017, période d'arrivée des actuels déplacés sur le site.

Le sous-cluster protection du Lac prévoit de mener une évaluation en matière de protection à Liwa et à Diamerom le 9 avril pour sensibiliser les autorités au caractère volontaire de la relocalisation en tenant compte des aspects de protection et des vulnérabilités propres à certaines catégories de populations (enfants, femmes enceintes, malades chroniques, personnes handicapées et personnes âgées) lors du processus de relocalisation.

### Besoin d'assistance d'urgence à Diamerom en attendant la relocalisation

La mission des acteurs humanitaires à Liwa et à Amma a recommandé la poursuite de l'enregistrement et l'assistance alimentaire aux nouveaux déplacés à Diamerom et l'organisation d'une clinique mobile pour la prise en charge sanitaire des récents déplacés. ALIMA/AS a manifesté son intérêt à se repositionner en appui au district sanitaire pour les besoins en santé mobile à Diamerom et un poste fixe à Amma. Il est recommandé que l'enregistrement des déplacés soit fait à Diamerom pour faciliter le processus de relocalisation. Des interventions en WASH, abris / articles ménagers essentiels sont également fondamentales pour la poursuite d'une réponse d'urgence vitale et des solutions plus structurelles.



*Délocalisation des nouveaux déplacés de Diamerom vers Amma. Crédit: OCHA*

Parallèlement, plus de 27 000 nouveaux déplacés (avant l'attaque de Boma) situés à Fourkoulom, Maimari, Ngorerom, Ngourtou Koumboua et Kousseri sont toujours confrontés à de nombreuses vulnérabilités à cause d'importants gaps en WASH, vivres alimentaires, abris / articles ménagers essentiels, protection et santé.

## RÉPONSE D'URGENCE (9 avr. 2020)

### COVID-19 : Plus d'un millier d'étudiants tchadiens bloqués à la frontière camerounaise

La pandémie au coronavirus (COVID-19) s'est répandue à travers le monde y compris au Tchad et dans les pays frontaliers, dont le Cameroun qui accueille des dizaines de milliers d'étudiants tchadiens. Depuis la survenue de la maladie, les autorités des différents pays ont décidé de fermer temporairement les écoles, universités et bien d'autres secteurs en guise de prévention. Dans ce contexte, le Gouvernement camerounais a décidé, le 19 mars 2020, de fermer ses frontières aériennes et terrestres afin de limiter l'importation et la propagation du virus.

Face à cet afflux, le Ministre de l'Economie et de la planification au développement a demandé aux acteurs humanitaires d'apporter une assistance en faveur des étudiants sur ces différents sites. En réponse à cette requête, les agences des Nations Unies et leurs partenaires ont déployé dans un premier temps une mission conjointe d'évaluation des besoins à Koutéré le 26 mars, puis en second lieu apporté une assistance multiforme, notamment en termes d'assistance alimentaire, articles ménagers essentiels et d'eau, hygiène et assainissement.

*"Nous vivons une situation difficile dans ce lieu de quarantaine. Pas d'ombre sous ce soleil brûlant et la nuit, nous luttons avec les serpents. Nous avons passé trois jours sans aucune assistance",* déplore Djimrabeye Athanase\*, étudiant en provenance de Dschang. Et Kolrari Patricia\*\*, 20 ans, venue de Yaoundé de compléter : *"nous dormons dans la cour de l'école. Les trois premiers jours étaient très difficiles. Nous cherchions nous-mêmes la nourriture dans le village. C'est au quatrième jour que les organisations humanitaires sont venues nous assister"*.

La réponse est toujours en cours et la première vague d'arrivée, constituée de 400 étudiants, a terminé la période de quarantaine le 5 avril et 150 d'entre eux ont pu quitter le site d'isolation pour leurs domiciles respectifs à bord des bus appêtés par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Le centre de santé de Koutéré, situé à environ 1 km de l'école publique, a été aménagé pour prendre en charge d'éventuels cas de maladie. "J'étais transporté à ce centre de santé et on m'a diagnostiqué le paludisme. J'ai reçu quelques médicaments et je me sens mieux maintenant. Mais il n'y a pas grand-chose dans ce centre de santé", témoigne Doumtoloum Bonadji\*\*\*, arrivée le 26 mars de Dschang.

Depuis le 19 mars, date à laquelle le Tchad a enregistré son premier cas de coronavirus, 10 cas de coronavirus ont été notifiés au 7 avril, avec zéro décès selon les autorités tchadiennes appuyées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Quelque 144 contacts des cas sont actuellement suivis et 102 autres sont déjà sortis de la quarantaine de 14 jours.



Une vue des personnes confinées à Koutéré autour d'un point d'eau. (Photo: D.R)

\*\*\*Les noms ont été changés pour préserver l'identité des personnes interviewées.

---

OCHA coordonne la réponse humanitaire sur le plan mondial afin de sauver des vies et protéger les personnes dans des situations de crise humanitaire.

<https://www.unocha.org/chad>

<https://reliefweb.int/country/tcd>

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad>

À propos

Conditions d'utilisation

Règle de confidentialité

Droits d'auteur

